

# En finir avec les politiques imposées à l'Afrique

Les défis posés à l'Afrique au cœur du Forum social mondial de Dakar

Entretien réalisé le 11 septembre 2010 pour Transform ! avec Demba Moussa Dembélé, membre du conseil international du FSM, directeur du Forum africain des Alternatives et l'un des coordonnateurs du prochain Forum social mondial qui aura lieu du 6 au 11 février 2011 à Dakar, au Sénégal.

## Demba Moussa Dembélé

***Nous sommes dans une période où la crise mondiale n'est pas du tout résolue. Elle a des conséquences très concrètes au niveau social en Afrique, en particulier au Sénégal... Dans quel contexte va se dérouler le forum social mondial de Dakar ?***

Le forum social mondial de Dakar va se dérouler dans un contexte d'aggravation de la crise que vivent non seulement le Sénégal mais aussi la plupart des pays africains. Cela fait plus de trente ans que nous vivons différents aspects de cette crise ; crise qui nous a été imposée à la fois par le contexte international – les politiques qui nous sont imposées de l'extérieur – mais également par ce que j'appelle l'incurie et la démission des dirigeants africains.

Les émeutes de la faim, récentes, au Mozambique sont venues nous rappeler que le problème de la crise alimentaire reste aigu en Afrique. En Europe, vous êtes très souvent confrontés au problème de l'immigration dite clandestine ou illégale... c'est dû à la crise de développement que connaît l'Afrique, au chômage massif des jeunes, à la crise même de l'éducation. C'est lié à ces programmes qu'on nous a imposés et qui nous ont imposé l'austérité budgétaire, qui ont démantelé les entreprises d'État ou les entreprises parapubliques et qui ont empêché à la fois la croissance économique et les possibilités d'emploi. De sorte que la pauvreté s'aggrave : selon les critères des organisations internationales, environ la moitié des pays africains ou plutôt la moitié des populations africaines vivent avec moins d'un dollar par jour. Pour nous, cela n'a pas tellement de sens parce qu'il y a des filets de sécurité, comme on dit, à cause de la manière dont les sociétés africaines sont organisées. Mais le fait

est que tout le monde reconnaît aujourd'hui que les programmes qui ont été imposés à l'Afrique par la Banque mondiale et le FMI ont aggravé non seulement le problème du chômage mais surtout le problème de la pauvreté. Non seulement dans le monde rural, mais également dans les centres urbains. À Dakar même, sans compter la périphérie de Dakar, il y a des familles qui font un seul repas par jour !

Ce forum va donc se dérouler dans un contexte extrêmement difficile sur le plan économique et social. Mais également sur le plan politique parce que les gens ne se laissent plus faire. Des formes de résistance se développent au niveau local, au niveau national. La prise de conscience citoyenne s'est accélérée ces dernières années et les gens ne veulent plus être les dindons de la farce. Ils ne veulent plus qu'on leur impose des solutions qui aggravent les problèmes qu'ils vivent. Aujourd'hui, au Sénégal, chaque jour, dans toutes les régions du pays, on voit des manifestations spontanées contre des décisions prises, à Dakar ou au niveau local, par des représentants du gouvernement ; en effet le gouvernement ne peut pas faire face à une situation à cause des restrictions budgétaires au niveau de l'éducation, au niveau de la santé, au niveau de l'assainissement, au niveau de l'éclairage public... Par exemple, les délestages sont quotidiens, au Sénégal... Je suis parti de chez moi dans l'obscurité parce que le gouvernement est incapable de faire face à la demande d'électricité. Le service public se dégrade dans les hôpitaux ; il y a des grèves récurrentes dans le système éducatif parce que le gouvernement n'a pas été capable de répondre aux demandes faites par les enseignants pour améliorer les conditions de travail, pour améliorer l'environnement. C'est dans ce contexte que va se tenir le forum social mondial. Nous pensons que c'est un moment propice pour accentuer les résistances contre ces politiques désastreuses que nous ont imposées des organisations comme le FMI et la Banque mondiale... mais aussi pour accentuer la pression sur les gouvernements qui sont complices et qui ne veulent pas faire face à leurs responsabilités.

Nous espérons donc que le forum sera l'occasion de renforcer cette prise de conscience citoyenne, de renforcer les convergences entre les mouvements sociaux et les partis politiques parce que nous avons des partis politiques progressistes qui luttent pour des politiques différentes, qui proposent des solutions différentes. Ce sera une bonne occasion de voir comment pourraient se construire ces convergences entre le mouvement social et les partis politiques pour accélérer les transformations que nous appelons de nos vœux.

***Tu as évoqué ces résistances aux politiques d'austérité budgétaire, mais tu as aussi parlé de «résistance à l'impérialisme». Que signifient les «résistances à l'impérialisme», dans un pays comme le Sénégal, cinquante ans après l'indépendance ?***

Jusqu'à présent, le discours des pays occidentaux sur l'Afrique est un discours de condescendance, arrogant, qui donne des leçons. Un exemple très

simple : l'organisation des élections. Ce sont les pays occidentaux qui fixent les critères, ce sont eux qui envoient leurs observateurs pour dire « nous pouvons certifier que ça s'est bien passé » ou « pour nous, ces élections ne se sont pas passées selon les normes internationales », selon leurs normes... Ce sont eux qui continuent à nous dire comment nous devons nous conduire, comment nous devons organiser les élections, ce qu'est la démocratie, ce que sont les droits de l'homme, quelle politique nous devons mettre en œuvre... parce qu'ils veulent, soi-disant, nous insérer dans le système économique mondial. Et c'est tout cela qui, à mon avis, constitue des manifestations de l'impérialisme... sans compter, bien sûr, les interventions militaires ; par exemple l'intervention française pour sauver Idriss Déby, ou les bases militaires françaises en Afrique qui sont un peu là pour nous rappeler que, au fond, l'indépendance est là mais que la France reste quand même, d'une certaine manière, maîtresse du jeu dans beaucoup de pays. Mais il y a l'impérialisme américain aussi...

***L'arrivée d'Obama n'a pas changé le visage de l'impérialisme américain et, pourtant, cette élection avait soulevé de l'espoir.***

Beaucoup d'Africains ont cru qu'avec Obama l'Amérique allait changer la façon de voir le continent africain, ses relations avec le continent, et même qu'il y aurait un flux massif de capitaux en direction de l'Afrique. Ça n'a pas changé ! Au contraire... Par exemple, Barak Obama poursuit le projet de George Bush, l'« *Africom* » (« *Africa Command* »), d'implantation d'une base militaire en Afrique, soi-disant pour combattre le terrorisme et renforcer les capacités des armées africaines. Il essaie de le faire aujourd'hui parce que George Bush avait échoué dans sa tentative de trouver un pays où implanter cette base. La plupart des pays ont dit non. Mais Barak Obama garde le projet et il utilise ses « racines africaines » pour pouvoir mieux vendre le projet de George Bush. Mais, jusqu'à présent, les pays continuent à résister. Ils disent : nous ne voulons pas d'« *Africom* » ; et d'ailleurs, même aux États-Unis, des Africains-Américains, des organisations d'Africains-Américains, s'opposent à ce projet et disent : on ne comprend pas pourquoi Barak Obama s'obstine à vouloir vendre ce projet. Donc, pour nous, ça n'a pas changé. Et ils continuent à intervenir partout ; ils veulent dépecer le Soudan ! L'autre jour, j'ai entendu à la radio Hilary Clinton déclarer : Nous préparons les Soudanais au référendum d'autodétermination. Elle a ajouté : et nous savons (c'est Hilary Clinton qui le dit) que le résultat inévitable, ce sera la séparation. Elle a déjà voté ! Elle a fait voter les Soudanais pour séparer le sud du Soudan du reste !

***Il y a donc cet activisme des Américains de plus en plus fort sur le continent, avec la réduction du pré carré français notamment... On parle aussi beaucoup de l'arrivée massive, dans l'économie, de filiales et d'entités chinoises. Est-ce un nouvel impérialisme ou leurs manières de faire sont-elles différentes ?***

Pour nous, le discours que tiennent les occidentaux sur le nouvel impérialisme chinois est une façon pour les occidentaux de dire : on est menacé par l'arrivée de la Chine, de l'Inde, du Brésil, etc., il faut donc mettre l'accent sur la nouvelle menace chinoise...

### ***Le péril jaune...***

...le péril jaune, même si on n'ose pas le dire, en fait, c'est ça... pour que les Africains soient méfiants. Mais c'est un discours qui, en réalité, ne fait que renforcer la coopération entre la Chine et l'Afrique, parce que les gens se disent : Qui sont-ils pour nous donner des leçons, pour nous mettre en garde?... Tout d'un coup, ils nous veulent du bien! Depuis quand? Nous avons coopéré avec eux depuis le xv<sup>e</sup> siècle... l'esclavage... jusqu'à maintenant... et qu'ont-ils fait? Quelle politique de mépris, de domination, de condescendance, d'arrogance! Et, maintenant, ils nous mettent en garde contre d'autres? Si on regarde la réalité, en Afrique, d'où viennent les bases militaires? Des pays occidentaux; que ce soient les Français, les Britanniques, et aujourd'hui les Américains qui veulent implanter des bases militaires; qui contrôlent les secteurs clés de l'économie? Encore eux! À travers les programmes d'ajustement surtout, les programmes de privatisation, la plupart des entreprises qui appartiennent à l'État ou au secteur parapublic ont été rachetées par le capital étranger, et ce sont les Européens qui détiennent la plupart des secteurs clés de l'économie. Même si les Chinois viennent aujourd'hui, ils interviennent sur les infrastructures, les ponts, les routes... mais, que je sache, les Chinois n'ont pas racheté d'entreprises africaines viables, comme l'ont fait les pays occidentaux.

### ***En ce qui concerne la question du pillage néocolonial, comment aujourd'hui l'Afrique peut-elle se réapproprier ses propres ressources?***

Dans nos publications, nos interventions, nous nous sommes toujours opposés aux privatisations. Et nous avons toujours dit que, quels que soient les problèmes, l'Afrique doit préserver ses propres ressources et les utiliser à bon escient. D'abord, nous les réapproprier, c'est-à-dire annuler toutes les politiques de privatisation qui ont été imposées par la Banque mondiale et le FMI. C'est notre revendication fondamentale. Et quand on parle aux politiques, c'est ce qu'on leur dit. Ce n'est pas parce que l'État a failli quelque part ou qu'il y a eu des problèmes ici que, nécessairement, la solution c'est la privatisation. On voit que ça ne marche pas. Donc, nous réapproprier nos ressources.

Ensuite, comment mieux les utiliser? Il est sûr qu'on va continuer à vendre certaines de nos matières premières. On ne peut pas tout utiliser tout de suite. Mais on doit s'orienter de plus en plus vers la transformation de ces matières premières sur place. Nous pensons que l'intégration sous-régionale permet d'avoir un espace où des politiques viables d'industrialisation deviennent pos-

sibles et nous permettent de transformer nos matières premières, de créer de la valeur ajoutée et des emplois ! Voilà notre ligne... Nous réapproprier toutes les ressources qui ont été privatisées—que ce soient les mines, ou autres—et ensuite mettre en place une nouvelle politique, en disant : voilà jusqu'à quel point on peut exporter certaines matières premières et il faut absolument transformer les autres sur place.

***Tu as parlé des conséquences désastreuses des programmes d'ajustement structurel. Quel est ton point de vue sur la promesse d'une meilleure représentation de l'Afrique dans les institutions internationales ?***

D'abord, même si on donne quelques strapontins aux pays africains, ils ne représenteront pas grand-chose. Peut-être 5% maximum. C'est pratiquement une quantité négligeable.

Ensuite, les Africains qui seront là-bas sont acquis à l'idéologie néolibérale. Ce ne sont donc pas eux qui vont défendre des politiques différentes.

Troisièmement, aussi longtemps que ces institutions restent acquises à l'idéologie néolibérale, avoir un peu plus de représentants de l'Afrique ne change pas grand-chose, parce que, le politiquement économique restant le même (c'est-à-dire l'idéologie de la privatisation, de la libéralisation des échanges, de la liberté totale de circulation des capitaux, de la flexibilité du marché du travail, le fait de permettre aux investisseurs de licencier soi-disant pour être compétitifs sur le marché international...), aussi longtemps que la Banque mondiale et le FMI restent porteurs de cette idéologie, mettre quelques Africains de plus ne change pas grand-chose ! Pour moi c'est un non-débat.

***Tu as parlé de la nécessité de mettre l'accent sur les alternatives. Est-ce que l'Afrique, précisément parce qu'elle est la première victime de cette organisation capitaliste, peut être aussi un lieu privilégié d'invention des alternatives ?***

Mais bien sûr... Même au niveau africain, même au niveau des décideurs... L'Union africaine a décidé de créer une banque centrale africaine, un fonds monétaire africain, et une banque d'investissement africaine dans trois capitales différentes. Le président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, ancien ministre des Affaires étrangères de Bongo, au Gabon, mais qui aujourd'hui, avec la crise, a un discours presque militant, a déclaré : « Nous savons que le marché capitaliste ne peut pas tout résoudre (je le cite à peu près, de mémoire) et que plus personne ne doit imposer de politique à l'Afrique ; l'Afrique ne doit plus accepter qu'on lui impose de politique ; elle doit reprendre sa liberté et choisir ce qui lui plaît et ses partenaires. » C'est très important de la part de Jean Ping qui est le président de la Commission de l'Union africaine. Car nous, depuis toujours, nous disons : d'autres politiques sont possibles. Certains disent aussi : il faut contrôler nos ressources, en finir avec la politique de privatisation sauvage qu'on nous a imposée. L'intégration sous-

régionale nous permet de parler d'une seule voix au niveau sous-régional, et même au niveau continental. Cela nous donne une force de négociation.

Il y a ensuite le problème de la souveraineté alimentaire ; je ne parle pas de sécurité mais de souveraineté alimentaire, parce que l'Afrique peut se nourrir elle-même, à condition que les politiques actuelles changent. Nous avons des producteurs, des associations de producteurs, notamment en Afrique de l'Ouest, le ROPPA <sup>1</sup> qui est membre de « *Via Campesina* » et qui a affirmé : nous pouvons nourrir non seulement la sous-région mais aussi une bonne partie de l'Afrique, mais il faudrait que les politiques nous suivent, acceptent de nous écouter. Les politiques commencent à les écouter... Le gouvernement du Sénégal parle d'atteindre la souveraineté alimentaire d'ici 2015. Le Nigéria aussi... Même la CEDEAO <sup>2</sup> dans son programme a parlé de souveraineté alimentaire, d'ici 2015 ou au-delà ; le Mali également. Il y a donc des idées qui font leur chemin.

Ensuite, il y a le problème de l'industrialisation. Les gens se rendent compte qu'on ne peut pas continuer à être tout simplement exportateurs de matières premières dont les prix dépendent des spéculateurs et des fluctuations ; il n'y a aucune valeur ajoutée, on ne crée pas d'emploi... Et d'ailleurs, le plus souvent, même pour les matières premières qu'on vend, on n'est pas payé en totalité parce que les intermédiaires en gardent une bonne partie... Il faut donc transformer sur place et avoir une politique d'industrialisation. Cela ne peut être viable qu'à un niveau sous-régional... Dans les quinze pays d'Afrique de l'Ouest, nous sommes trois cents millions. Même en termes capitalistes, c'est un marché viable ! C'est un espace qui permet de créer des industries viables et de transformer nos produits.

Le débat porte également de plus en plus sur la nécessité de monnaies africaines autonomes parce qu'il n'est pas possible—et toute l'histoire du développement l'a montré—de se développer avec la monnaie d'autrui. Au niveau de la CEDEAO, il y a des débats sur une monnaie sous-régionale mais des pesanteurs politiques ont freiné le processus... Même au niveau des gouverneurs des banques centrales, des gens disent : c'est une nécessité. Parce qu'on ne peut pas continuer à utiliser les autres monnaies et surtout à subir la suprématie du dollar. Si nous voulons l'intégration, il faudrait qu'on trouve une monnaie commune qui permette de faciliter les échanges.

***Le forum social va se tenir à l'UCAD <sup>3</sup>. Pour nous ce lieu est tristement connu ici à Paris pour le discours de Nicolas Sarkozy. Est-ce que ce sera aussi une façon d'y revenir et de refuser cette idéologie colonialiste ?***

C'est bien que tu aies soulevé cette question pour deux raisons...

D'abord c'est le cinquantième anniversaire de certains pays, notamment francophones... donc c'est un anniversaire qui, bien sûr, ne nous échappera pas en 2011 !

Ensuite, tu as parlé du discours que Nicolas Sarkozy a prononcé à Dakar, auquel d'ailleurs avaient répondu un certain nombre d'Africains à travers un livre auquel j'ai contribué, *L'Afrique répond à Sarkozy, Contre le discours de Dakar*<sup>4</sup>. À Dakar, nous comptons rendre hommage à Cheikh Anta Diop lui-même, à Thomas Sankara, à ceux qui, pour nous, ont représenté la résistance tant au niveau de la réflexion, des idées, qu'au niveau politique. Kwamé Nkrumah, Patrice Lumumba, Amilcar Cabral, etc. ; et à toutes les luttes qui se sont déroulées contre le colonialisme, les luttes pour l'indépendance, les luttes pour le panafricanisme. Nous comptons réunir un certain nombre d'intellectuels africains pour en parler. Et ce sera, en tout cas à notre avis, la meilleure réponse à Sarkozy parce que, je crois, Sarkozy ne connaît pas l'Afrique ! S'il avait lu un peu d'histoire de l'Afrique, il saurait que les Africains ont été intégrés malgré eux depuis le xv<sup>e</sup> siècle. Le capitalisme les a intégrés depuis le xv<sup>e</sup> siècle... et, avant cela, des empires africains ont rayonné, comme l'empire du Mali, quand l'Europe était dans la période médiévale. Ce sera donc une réponse supplémentaire à Nicolas Sarkozy.

***2010, 2011 sont deux années très chargées en Afrique, avec un certain nombre de difficultés. Mais toutes ces périodes électorales sont marquées dans tous les pays par l'émergence de sociétés civiles qui refusent maintenant de se voir imposer des valets qui servent les intérêts des puissances colonisatrices. Est-ce qu'on va retrouver ces sociétés civiles au forum social mondial ?***

Absolument ! Ce sera une des activités phares, le problème de la démocratie, de la relation entre l'État et la société civile, du choix des dirigeants africains. Nous avons constaté qu'avec le néocolonialisme, la plupart des dirigeants ont tendance à se croire plus responsables vis-à-vis des pays occidentaux et des institutions internationales que vis-à-vis des citoyens qui les ont élus. Nous voulons des dirigeants qui se sentent responsables vis-à-vis de nos citoyens, et non vis-à-vis de l'Occident. Pour cela, il faudrait que ce soient des gens qui soient proches des idées que défendent les mouvements sociaux. Et c'est pourquoi nous voulons organiser des tables de dialogue et de controverses pour y inviter des dirigeants politiques et des dirigeants d'institutions africaines, pour discuter avec eux... pour leur dire : votre allégeance doit être à l'Afrique, à ceux qui vous ont élus, à ceux qui vous ont fait confiance, et non à Sarkozy, ou à Obama, ou à la Banque mondiale ou au FMI.

Nous voulons, par ailleurs, mettre l'accent sur la nécessité d'approfondir la démocratie parce que chez nous, comme dans d'autres pays, il y a des tentatives visant à instaurer des monarchies... Abdoulaye Wade veut—il dit que ce n'est pas vrai mais ses actes le prouvent—que son fils lui succède. Les Sénégalais ont dit : ça n'arrivera jamais ici. Il a fait un test, en 2009, avec les élections municipales : il voulait que son fils soit élu maire de Dakar, mais même dans les bureaux de vote où lui et son fils ont voté, il y a eu rejet massif,

une humiliation totale. Nous nous battons contre les tentations monarchistes et, bien sûr, pour l'approfondissement de la démocratie, pour le choix de dirigeants responsables devant le peuple et non devant la France, Bruxelles ou Washington.

***Comment envisages-tu l'importance du forum social mondial par rapport à la crise, d'une manière plus globale ?***

Je pense que le forum devrait permettre aux mouvements sociaux qui vont y participer de faire le bilan d'abord de dix ans de combat contre le système néolibéral et surtout de revendiquer avec fierté les quelques victoires qu'on a obtenues sur le plan idéologique. Nous disions que toute cette politique de privatisations, de libéralisation, les politiques de la Banque mondiale et du FMI, de l'OMC menaient à une impasse, à la destruction des tissus économiques et sociaux. Le système est profondément en crise et la plupart des politiques que nous dénonçons se sont révélées être telles que nous les avions vues. En fin de compte, la crise financière internationale n'a fait que montrer que le soubassement était fondamentalement mauvais. Le forum doit nous permettre d'approfondir la critique du système. Nous ne devons pas nous endormir sur nos lauriers et dire : nous sommes contents parce que nous avons raison. Nous devons nous dire : approfondissons, parce que ce système continue à vivre et il pense qu'il va surmonter ses problèmes mais sur le dos des peuples. Nous devons donc approfondir la critique du système, surtout avec les problèmes du changement climatique. Toutes ces politiques de sortie de crise, la cooptation des pays émergents au G 8 pour en faire un G 20... c'est tout ça qu'on doit revisiter pendant le forum de Dakar. Le capitalisme est en crise, mais il est encore là.

Deuxièmement, pendant le forum, on doit mettre l'accent sur toutes les luttes contre ce système, au Nord et au Sud, toutes les luttes contre le capitalisme, mais également contre le système impérialiste d'intervention tous azimuts, d'oppression des peuples. Donner la voix à tous les mouvements, à toutes les organisations qui luttent dans les différents pays, dans les différentes parties du monde, pour amplifier les résistances contre le système capitaliste et contre l'impérialisme.

Et, troisièmement, nous avons dit qu'un autre monde est possible. C'est pour nous l'occasion non seulement de montrer la faillite du capitalisme néolibéral, mais aussi de dire : voilà ce que nous avons proposé dans tel secteur, voilà ce que nous proposons aujourd'hui pour sortir de la crise. Voilà ce que nous proposons au niveau national, au niveau européen, au niveau africain, mais également au niveau mondial ! Quelle nouvelle politique, quelles nouvelles institutions, doit-on créer pour véritablement sortir de la crise... pas pour sauver le capitalisme, mais pour faire des avancées, dans une période de



transition post-capitaliste? Je pense que le forum de Dakar doit donner cette occasion-là et marquer un nouvel élan au forum social mondial.

***Ce qui intéresse plus la relation Europe-Afrique et Afrique-Europe, c'est la question de l'immigration, les sans papiers, l'espace Schengen... et aussi, par voie de conséquence, quelles seront les implications de la diaspora africaine—notamment sur le continent européen. Comment va-t-on travailler ensemble dans ce forum, avant, pendant et après ?***

Dans notre vision, les problèmes, les défis qui se posent à l'Afrique, doivent être au centre du forum. Parce que, d'une certaine manière, ces défis sont également les défis des autres pays et des autres peuples.

Pour l'Afrique, c'est à la fois le continent et sa diaspora. Les travailleurs immigrés, pour nous, font partie du continent. Il en est de même pour la diaspora historique (les Afro-Brésiliens, les Afro-Américains...). Nous pensons que le forum doit être l'occasion de mettre en lumière les luttes de ces diasporas et le lien avec l'Afrique. Et c'est pourquoi, dans la méthodologie proposée, le lendemain de la marche d'ouverture, le premier jour doit être consacré uniquement à l'Afrique et à ses diasporas, à mettre l'accent sur les défis de l'Afrique, ses relations avec le reste du monde, les luttes des diasporas, des travailleurs immigrés, des Afro-Américains, des Afro-Brésiliens, etc. Le fait de consacrer cette journée à l'Afrique et à ses diasporas ne veut pas dire qu'on va s'en tenir seulement à cette journée. Cela se poursuivra également les autres jours. Au forum social africain, depuis 2003 je crois, nous avons pris la décision d'intégrer la diaspora dans nos structures, pour que ses représentants fassent partie des institutions qu'on a créées... notamment le Conseil africain... Pendant les forums qui se sont tenus, aussi bien à Bamako qu'à Nairobi, on a beaucoup mis l'accent sur le problème des travailleurs immigrés, notamment à Bamako. Au Sénégal, ce sera une des activités phares. D'autant plus que nous sommes en relation avec de nombreux travailleurs immigrés, de nombreuses associations de travailleurs immigrés, notamment le FORIM<sup>5</sup> dont la présidente était à Dakar au mois de juillet. Une autre Sénégalaise, également membre du FORIM, était venue avec elle pour une réunion du PNUD<sup>6</sup>, je crois, et elles sont restées pour le séminaire qu'on a tenu. Nous leur avons expliqué que le FORIM et les autres associations de travailleurs immigrés doivent être partie intégrante du processus préparatoire et qu'elles pouvaient donc proposer toutes les activités qu'elles jugent pertinentes pour le forum de Dakar. Ainsi, pour nous, la lutte des travailleurs immigrés fait partie des luttes que nous menons; en effet, ils sont partis à cause de ce dont j'ai parlé tout à l'heure et leurs luttes nous interpellent, interpellent nos gouvernements, mais également nous interpellent en tant que mouvements sociaux. Ce n'est pas une question de solidarité, c'est une question de lutte commune dans des espaces physiques différents, ici en Europe et nous en Afrique. Mais évidemment nous luttons

pour des changements majeurs qui améliorent les conditions de vie de nos populations.

### Notes

1. Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest.
2. Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest.
3. Université Cheikh Anta Diop.
4. *L'Afrique répond à Sarkozy, Contre le discours de Dakar*, éditions Philippe Rey.
5. Forum des organisations de solidarité internationale des migrations—abrégé en: FORIM.
6. Programme des Nations unies pour le développement.